



---

LA LIGUE DES DROITS DE L'HOMME  
EN LORRAINE

2017

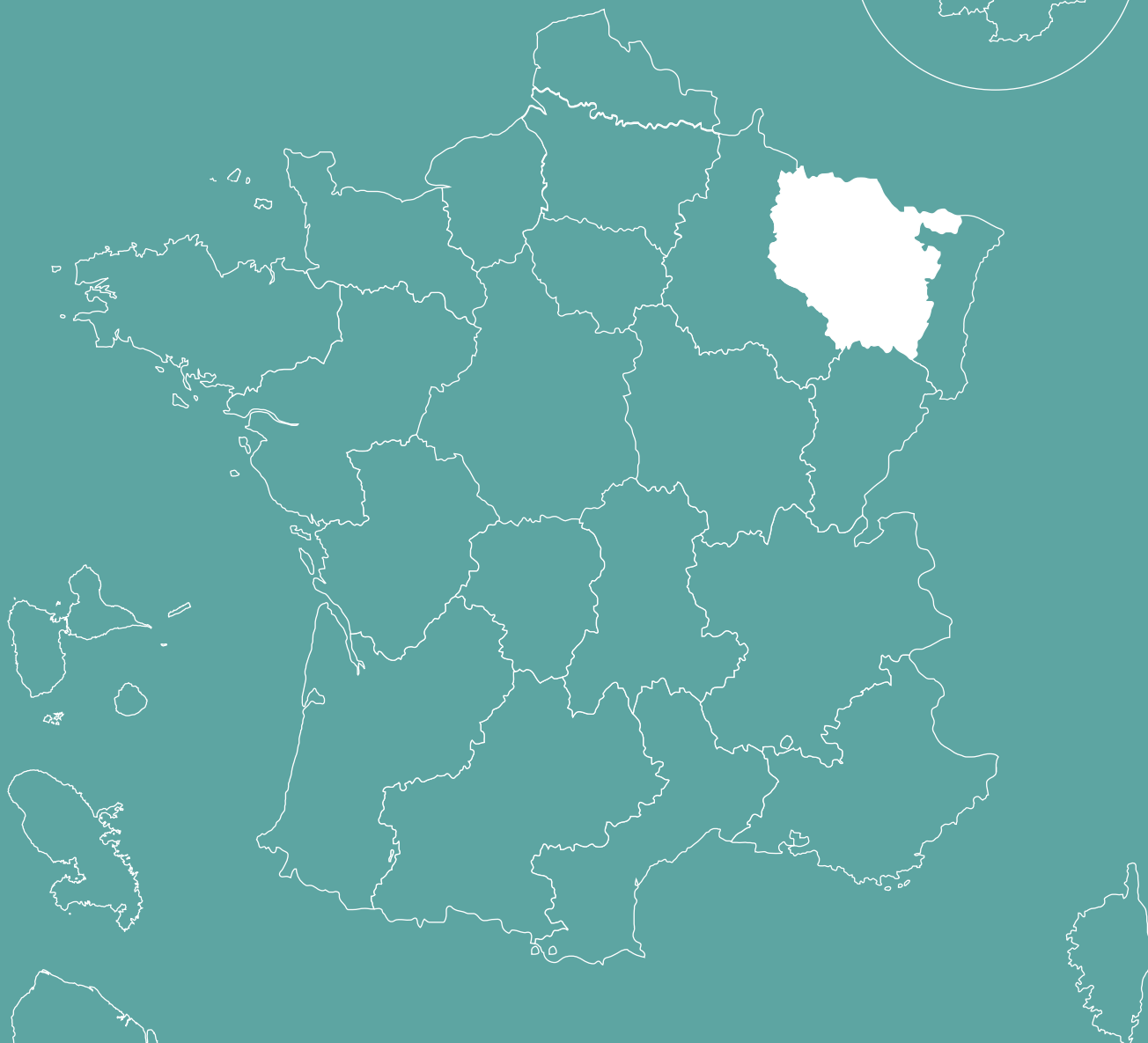
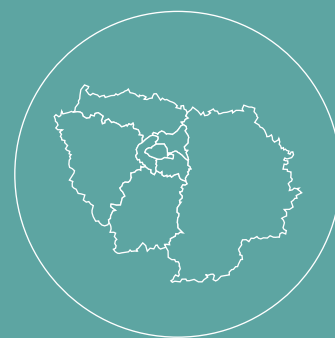
Ligue  
des **droits de**  
**l'Homme**

FONDÉE EN 1898



# LORRAINE

La région compte 240 adhérents  
regroupés en 5 sections et 3 fédérations



Meurthe-et-Moselle (fédération)

Longwy

Nancy

Moselle (fédération)

Metz - Thionville

Vosges (fédération)

Epinal

Gérardmer



# ÉDITO

## DÉFENDRE LES DROITS ET LES LIBERTÉS PARTOUT, POUR TOUS

En 2017, la LDH est intervenue pleinement dans le vaste champ des droits de l'Homme. De plus en plus étendu et complexe, omniprésent dans le cadre du politique, il se décline dans des thématiques qui vont de la lutte contre le terrorisme en passant par les questions de migrations, des discriminations liées à l'origine, au genre, à la religion, aux handicaps, à des questions socio-économiques, d'éducation, de santé, d'environnement, de bioéthique...

Dans certains domaines, la LDH dispose d'une expérience et de compétences reconnues. Dans d'autres, elle innove, consciente que les droits et libertés se posent aussi dans des termes nouveaux avec les évolutions scientifiques, la révolution numérique, la « mondialisation », la destruction de la planète...

Le congrès de Grenoble a fixé, en juin 2017, deux axes stratégiques : la démocratie et la lutte contre le racisme et l'antisémitisme. Ils ont inspiré de nombreuses actions, prises de position et analyses. De même, la question de l'égalité femmes/hommes, celle de la liberté d'expression artistique compatible avec une lutte résolue contre le racisme et le sexisme ont été au cœur de ses interventions.

La LDH a aussi œuvré pour le respect des droits des étrangers et pour un accueil digne des migrants. C'est en effet à l'aune de la manière dont elle accueille ou au contraire regroupe, enferme, refoule ces étrangers qu'une société se juge, se mesure à elle-même.

Le travail engagé sur les grands enjeux de société, de la santé et de la bioéthique (thème de son université d'automne en 2017), de l'accès aux droits socio-économiques, des questions « environnementales » témoigne aussi de l'ouverture de la LDH à des enjeux nouveaux.

Enfin, sur les questions internationales, la LDH a poursuivi son engagement auprès d'associations ou de collectifs qui, en France, agissent en solidarité avec les peuples, sociétés ou groupes opprimés, colonisés, victimes de guerre ou privés de démocratie.

Cette liste non exhaustive atteste d'une activité dense. Si, en France comme ailleurs, trop de droits sont bafoués et trop nombreuses en sont les victimes, l'air du temps est lui caractérisé par une tendance à relativiser ces réalités et à accepter comme une fatalité un renoncement aux droits, aux libertés, à l'exigence d'un traitement digne pour tous. Ce « relativisme » confine en fait au déni, qu'il s'agisse :

- de « relativiser » des violences institutionnelles (école, justice, police) ou des expressions ou des actes racistes, de peu s'inquiéter de la recrudescence d'une extrême droite raciste et liberticide et de ses discours et manipulations ;
- de se laisser gagner par une « insécurité identitaire » avec la défense d'une laïcité défigurée se traduisant, de fait, par le rejet d'une religion ;
- de nier la crise environnementale au nom d'intérêts particuliers ;
- de sacrifier des libertés sans état d'âme à la lutte antiterroriste ;
- de traiter de manière indigne des migrants au nom de la crise sociale ;
- de remettre en cause des droits sociaux au nom d'une lutte (improbable) contre le chômage ;
- d'écarter les nouveaux atours d'un patriarcat sans cesse renouvelé, tels que dénoncés par les femmes victimes de harcèlement, de violences et d'un traitement inégal.

Face à de tels défis, la LDH a produit analyses et positionnements et les a traduits en actions et outils, comme avec

la loi « sécurité et libertés », l'accueil des migrants, la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, le numérique et la protection des données personnelles, ou encore la question des communs et de l'environnement.

Tant au niveau régional que local, l'action de la LDH se conjugue avec celle des citoyens et des associations qui défendent les droits et les mettent en pratique : par exemple le soutien juridique et l'accompagnement des migrants, ou encore de toutes celles et tous ceux qui sont touchés par le déni des droits. Ces mobilisations locales sont les maillons essentiels de diffusion d'une culture des droits de l'Homme : intervention en milieu scolaire, formation des acteurs associatifs et des citoyens sur le racisme, l'antisémitisme, les discriminations, organisation de nombreuses réunions publiques et ciné-débats.

Bref, la LDH s'est saisie en 2017 des grands enjeux qui agitent notre société et le monde sans jamais oublier la défense des droits et libertés et la solidarité dans tous ses aspects, pratiques et symboliques à la fois.

D'autres défis urgents se présentent à elle, s'agissant de son modèle de gouvernance et d'action, de ses modes de financement et de sa capacité à faire connaître son action et à attirer de nouvelles énergies. C'est là un chantier ambitieux qu'il nous faudra poursuivre avec la lucidité, l'exigence et la créativité que développent déjà, à toutes les échelles d'action, ceux qui font la vie de l'association : les ligueuses et les ligueurs.

**Malik Salemkour**  
Président de la LDH

# LA LDH EN LORRAINE EN ACTION EN 2017

Les thématiques qui intéressent la LDH sont multiples : démocratie, libertés, droits, justice, droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux, étrangers, droit d'asile, égalité entre les femmes et les hommes, racisme, antisémitisme et discriminations, permanences, soutien juridique, campagnes d'alerte et de sensibilisation, pédagogie, communication, international, Europe...

## Défendre les droits des étrangers

Toutes les sections de Lorraine se sont engagées dans l'accompagnement des demandeurs d'asile, des réfugiés, des mineurs non accompagnés (MNA) pour le respect de leurs droits et de leur dignité, elles ont œuvré pour promouvoir la solidarité.

### 1 – Accès de mineurs non accompagnés à une protection sociale juridique, à un accompagnement éducatif et à la scolarisation

Nous avons à faire face à des difficultés récurrentes concernant :

- les conditions d'évaluation de minorité ;
- la suspicion systématique par rapport aux documents présentés ;
- les arguments spécieux avancés par l'Aide sociale à l'enfance (Ase) pour mettre en cause la minorité ;
- la durée des procédures qui peut être de six mois, période pendant laquelle les mineurs sont hébergés dans des conditions aléatoires ;
- la mise à la rue, sans accompagnement, dès le jour où ils sont déclarés majeurs.

En ce qui concerne le droit à la scolarisation et à la formation professionnelle, la première difficulté concerne la passation des tests de niveau de langue par le centre d'information et d'orientation (CIO), qui

ne peuvent se faire qu'avec l'autorisation du tuteur légal.

Viennent ensuite des difficultés d'affectation dues au manque de places.

Lorsque le mineur devient majeur, tout ce qui n'a pas été fait par l'Ase pendant sa minorité devient un handicap pour lui : pour prétendre à un titre de séjour et cela indépendamment de toute demande d'asile éventuelle, il est nécessaire qu'il ait suivi une scolarité régulière entre 16 et 18 ans.

Toutes les sections de Lorraine travaillent en partenariat avec des associations et des collectifs citoyens, ce qui permet à un certain nombre de mineurs non accompagnés (MNA) d'être pris en charge par des familles.

### 2 – Accompagnement des étrangers dans leurs démarches pour l'accès aux droits

Les permanences hebdomadaires accueillent de plus en plus de personnes. Comme l'année dernière, nous constatons que les problématiques concernant les migrants occupent une grande partie de notre temps d'activité et beaucoup de notre énergie.

Nous ne cessons d'alerter les préfets, le Défenseur des droits, le président du conseil départemental, la Caisse d'allocations familiales (Caf) et tous les organismes humanitaires susceptibles de leur venir en aide.

Le comité régional a organisé des formations au droit des étrangers, ouvertes aux associations partenaires, pour avoir le même niveau d'informations et pour parler un langage commun.

Il est, en effet, important que les ligueurs se forment régulièrement pour avoir une connaissance actualisée de la réglementation. La région met en

commun tous ses outils, documents et lettres types, sur Framadrive.

## Lutter contre les préjugés, les propos racistes, antisémites et xénophobes

*La Ligue des droits de l'Homme mène un combat quotidien contre toutes les formes de racisme et de discriminations.*

*Elle refuse d'enfermer la lutte contre le racisme et l'antisémitisme dans quelque démarche communautaire que ce soit.*

Nous avons manifesté dans les Vosges pour exprimer notre désapprobation des pratiques stigmatisantes et discriminatoires de la police envers les jeunes.

Nous sommes aussi intervenus en préfecture suite à des formes de harcèlement de la police vis-à-vis des migrants.

Nous participons à la cellule « anti discrimination » mise en place par le procureur, mais il est difficile de trouver des situations à faire remonter en justice faute de déclarations.

## Promouvoir les solidarités

*Dans un monde où les atteintes aux libertés sont courantes, la LDH dénonce le recours à la terreur, les crimes contre l'humanité, la répression brutale des mouvements sociaux et des dites « minorités », les violations massives et délibérées des populations civiles. Avec la FIDH (Fédération internationale des Ligues des droits de l'Homme), avec l'AEDH (Association européenne pour la défense des droits de l'Homme), avec EuroMed Droits (Réseau euroméditerranéen des droits de l'Homme), la LDH est solidaire des victimes d'atteintes à tous les droits*

Chaque fois que la LDH peut avoir des actions à son initiative, elle doit le faire, mais compte tenu des forces de nos sections, il est important de conduire des actions en partenariat avec des associations amies. La LDH étant une association généraliste qui couvre tous

les champs de tous les droits, elle ne peut pas assumer seule toutes ces missions.

- Avec le réseau de solidarité des associations, la LDH agit pour l'accès aux droits de santé.
- Avec l'Association France Palestine solidarité (AFPS), soutien à la cause palestinienne par le biais de conférences et de participation à des manifestations.
- Avec Anticor, soutien aux lanceurs d'alerte, notamment dans le cadre de l'affaire Luxleaks.

## Œuvrer pour plus de démocratie et nourrir le débat citoyen

*La LDH s'inquiète des atteintes aux libertés publiques aggravées par des lois sécuritaires. Elle dénonce une politique du tout carcéral, alors que les prisons surpeuplées sont des lieux d'inhumanité et de violence. La LDH agit aussi pour l'indépendance de la justice et pour la présomption d'innocence. La LDH est de toutes les mobilisations contre les idées de l'extrême droite en France et s'oppose aux discours xénophobes. Les technologies de l'information et de la communication, connaissent d'indéniables avancées mais peuvent être exploitées pour devenir des outils de surveillance et d'oppression. La LDH joue un rôle d'alerte.*

- **Voter en prison** : 2017 fut une année électorale riche, marquée surtout par l'élection présidentielle. La LDH a travaillé avec le centre pénitentiaire de Metz afin de faciliter l'accès au vote des détenus (information, recherche de mandataires...).
- **Lutter contre le délit de solidarité** : à l'occasion de l'un des procès de Cédric Herrou, à l'initiative de la LDH, des associations ont participé à la mobilisation nationale « Délinquants solidaires » contre le délit de solidarité.
- **Informé sur la loi sécurité et terrorisme** : campagne à destination des députés. Organisation d'une conférence avec Patrick Canin, membre du Bureau national, qui a fait le point sur le projet et ses conséquences.
- **Nourrir le débat citoyen** : conférence sur les biens communs, avec Dominique Guibert, secrétaire général de la LDH.

## Défendre l'égalité entre les femmes et les hommes

*La LDH dénonce la persistance des violences, des inégalités et des discriminations qui touchent les femmes dans tous les domaines. Le 25 novembre 2017, Journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, la LDH a mené une campagne offensive pour que cessent ces violences maintenant. Elle milite pour que la législation française, largement égalitaire, soit effectivement appliquée.*

Avec l'association Osez le féminisme, le comité régional a participé, le 8 mars, à la Journée internationale des droits des femmes et, le 25 novembre, à la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

## Eduquer aux droits de l'Homme et à la citoyenneté

*Les questions concernant la citoyenneté et l'effectivité des droits constituent une des préoccupations essentielles de la Ligue des droits de l'Homme. Rencontrer les jeunes, leur donner la parole est donc un enjeu important.*

En Lorraine, de nombreuses interventions ont été menées en direction des jeunes dans des établissements scolaires et dans des centres de formation.


- **Interventions en milieu scolaire** : les sections participent régulièrement à des interventions en milieu scolaire avec le concours des « Ecrits pour la fraternité », la laïcité, la citoyenneté, le parcours des migrants et contre les discriminations.
- **Exposition itinérante** des tableaux illustrés de la Déclaration universelle des droits de l'Homme, offerte par la LDH du Luxembourg.
- **Théâtre** : présentation dans les lycées de la pièce « Je suis un homme », par une troupe de ligueurs. Environ deux cent jeunes et professeurs dans la région y ont participé.
- **Repas collectifs** pour créer du lien entre la population et les migrants. Création d'un livre de recettes locales et d'autres pays.

# LES CONTACTS DANS VOTRE RÉGION



## Comité régional

### Lorraine

1, rue du Pré Chaudron  
57070 Metz  
ldh.lorraine@ldh-france.org  
 ldhlorraine

## Fédération

### Meurthe-et-Moselle

MJC Philippe Desforges  
27, rue de la République  
54000 Nancy  
ldh-nancy@ldh-france.org

## Section

### Longwy

Salle des fêtes de Gouraincourt  
2, rue de Dreux  
54400 Longwy  
ldh.longwy@laposte.net

## Section

### Nancy

MJC Philippe Desforges  
27, rue de la République  
54000 Nancy  
ldh-nancy@ldh-france.org  
site.ldh-france.org/nancy/

## Fédération

### Moselle

1, rue du Pré Chaudron  
57070 Metz  
ldh.metz@ldh-france.org

## Section

### Metz - Thionville

1, rue du Pré Chaudron  
57070 Metz  
ldh.metz@ldh-france.org  
site.ldh-france.org/metz/

## Fédération

### Vosges

BP 12  
88460 Docelles  
ldhvosges@yahoo.fr

## Section

### Epinal

Centre culturel Claude Gellée  
4, rue Claude Gellée  
88000 Epinal  
epinal@ldh88.org  
www.ldh88.org

## Section

### Gérardmer

Hôtel de ville  
5A, rue Kléber  
88400 Gérardmer  
gerardmer@ldh88.org

## Adhérer à la LDH

Pour adhérer directement sur Internet, rendez-vous sur [www.ldh-france.org/Adherer](http://www.ldh-france.org/Adherer)  
ou envoyez ce bulletin à LDH, 138 rue Marcadet, 75018 Paris

Mme  M. .... Prénom: .....  
Adresse: ..... Tél.: .....  
..... Mail: .....

Je souhaite adhérer à la LDH.





 **LdH — Ligue des droits de l'Homme**  
138 rue Marcadet – 75018 Paris  
Tél. 01 56 55 51 00 – Fax 01 42 55 51 21  
ldh@ldh-france.org – www.ldh-france.org